



Union communiste internationaliste (trotskyste)

## S'opposer à la régression vers le 19ème siècle !

Au programme du gouvernement fédéral, pour que le tableau soit complet, il ne manque presque que la réintroduction du travail des enfants, du carnet ouvrier et de la journée de 15 heures !

Travail de nuit étendu pour un salaire plus faible. Pensions amoindries et reculées. Travail précaire généralisé. Remise au travail des blessés, des malades, des veuves, des vieux et des jeunes dès 15 ans. Renforcement du flicage patronal. Réduction des indemnités de chômage. Mesures ciblées contre les travailleurs d'origine arabe et africaine. Politiques d'austérité partout dans les services utiles à la population, ...

La liste n'en finit pas. Le programme du gouvernement « Arizona » de De Wever et Bouchez détaille une offensive politique énorme contre les travailleurs... si les travailleurs se laissent faire !

Bien des secteurs sont ciblés ouvertement.

Les cheminots, par exemple, risquent de travailler plus longtemps pour une pension diminuée. Pareil pour les employés des CPAS, les livreurs, les infirmières, les intérimaires, les profs, les militaires.

Ces mesures font discuter les

collègues, et naître l'envie de se défendre. La manifestation syndicale du 13 février en sera l'occasion.

Le gouvernement mène ses attaques, non seulement contre les membres de telles catégories ou secteurs, mais contre tous les travailleurs, contre la classe ouvrière dans sa globalité. En prendre conscience, c'est là que réside la force et les moyens de s'opposer à l'offensive.



Réduire et limiter à deux ans le chômage. Pénaliser la retraite anticipée. Approfondir le travail intérimaire, la flexibilisation des horaires de travail et les flexi-jobs. Augmenter les mesures violentes contre les travailleurs issus

de l'immigration pour accroître leur précarité et augmenter la division entre travailleurs... Toutes ces mesures ont pour objectif d'augmenter la concurrence entre les travailleurs et d'ainsi faire pression à la baisse sur l'ensemble des salaires !

Augmenter l'exploitation du travail, partout, c'est en fait l'objectif de fond de tout le programme du gouvernement. Car c'est l'exploitation des travailleurs qui permet aux plus riches d'accumuler leurs fortunes.

La prétendue nécessité de faire des économies n'est qu'un pur prétexte ! S'il ne s'agissait que de trouver de l'argent, le gouvernement pourrait aller le chercher sur les profits des familles millionnaires et milliardaires : les Wittouck, Van Damme, de Spoelberch, Colruyt, D'leteren, Van Hool, ... Mais ça, il ne le fera pas car l'Etat est au service des capitalistes ! C'est en faisant payer la population que le gouvernement compte trouver les moyens d'augmenter les cadeaux aux actionnaires et les dépenses militaires.

Pour les travailleurs, répandre autour de soi la conscience que nous sommes tous ouvertement attaqués... C'est par là que l'on trouvera les



moyens de s'unir dans une lutte générale. Et une telle lutte, c'est le seul moyen de se défendre !

Et ce n'est pas en votant "mieux" (pour la gauche) qu'on aurait pu éviter l'austérité. En réalité, l'austérité est mise en œuvre par les gouvernements à l'échelle internationale, sous pression des marchés financiers, des actionnaires des banques et des multinationales.

C'est le cas en France avec les mesures des derniers gouvernements. Et en Allemagne, derrière la crise politique, ce sont aussi des mesures d'austérités qui sont en jeu. Et aux USA encore, avec l'équipe Trump et Musk, qui prévoit des attaques contre les travailleurs immigrés, et le licenciement de milliers de fonctionnaires.

Et puis, l'offensive des gouvernements tombe pile au même moment où une vague de licenciements et de suppressions d'emploi frappe les ouvriers et les employés dans tous les pays européens. Van Hool, Audi, et puis tous les autres... Tout cela participe d'une même offensive de la classe capitaliste contre la classe ouvrière !

Austérité, licenciements, crise et marche à la guerre. Tous ces problèmes sont liés, ce sont les fruits pourris du système capitaliste.

Alors il faut se méfier comme de la peste des politiciens qui cherchent à tirer un profit électoral du mécontentement des travailleurs.

En Flandre, le Vlaams Belang

ne ferait pas autre chose que Meloni en Italie, ou Trump aux USA, et appliquera, tout autant que la N-VA, l'austérité patronale.

Quant aux politiciens de gauche wallons et aux dirigeants syndicaux, ils prétendent qu'il s'agit d'une lutte entre la droite et la gauche, ou pire, comme Paul Magnette, entre Flamands et Wallons. Mais on n'a pas oublié que le PS, tout socialiste qu'il prétend être, a lui aussi appliqué les mesures d'austérité exigées par le patronat quand il était au gouvernement !



Les responsables politiques de gauche, tout comme les dirigeants syndicaux ne donneront pas aux travailleurs de véritables perspectives et mots d'ordres qui pourraient aider à développer un mouvement de lutte large, profond, qui seul pourrait faire reculer le gouvernement Arizona et les patrons.

Une riposte générale contre les licenciements, les baisses de salaires et l'austérité ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes.

Le 13 février, les syndicats appellent à une manifestation dans la fonction publique. Leurs mots d'ordre sont extrêmement

limités, tout comme leur volonté de mobilisation. Et ils n'annoncent aucune suite militante. Qu'à cela ne tienne ! Les travailleurs du public comme du privé doivent s'en emparer, sans se laisser arrêter par les limites des directions syndicales.

Cette manifestation ne suffira pas à faire reculer le gouvernement. Mais elle sera l'occasion d'emmener des collègues, amis et familles. Elle sera l'occasion de discuter entre travailleurs de différents secteurs, de nouer les liens fraternels nécessaires aux luttes futures. Et par notre nombre, tout comme en affichant nos propres revendications, ce sera l'occasion de nous adresser, non pas au gouvernement, ni aux patrons, mais à tous les travailleurs, pour leur partager notre révolte et notre détermination à entamer une lutte commune !



Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.  
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1  
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.  
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.



## Tous à la manifestation du 13 février !

Le front commun syndical organise une manifestation jeudi 13 février contre le programme du gouvernement fédéral.

« *Pour défendre nos services publics, notre sécurité sociale et notre pouvoir d'achat* » et « *Le gouvernement a menti* » annonce le site de la FGTB.

Ces mots d'ordre sont complètement insuffisants face à l'ampleur de l'offensive. Sans compter qu'aucune autre mobilisation, aucun programme de lutte n'est annoncé !

Pour se défendre, face à une offensive d'une telle ampleur, les travailleurs doivent arriver à se mobiliser en grand nombre, dans tous les secteurs, toutes les catégories, et s'organiser pour mener une lutte très large ! La manifestation du 13 pourrait être un pas dans cette direction !

Mais les travailleurs ne peuvent pas compter sur les dirigeants des syndicats pour organiser un mouvement de lutte déterminé à faire reculer le gouvernement et le patronat. Les dirigeants syndicaux ne prévoient pas du tout de créer un rapport de force, ni de causer des problèmes au patronat.

Cette manifestation (et les suivantes, s'il y en a,...) ne sera pour les dirigeants syndicaux qu'une tentative de démontrer au gouvernement leur capacité à mobiliser... en vue des futures négociations (auxquelles le gouvernement a déjà convoqué les dirigeants syndicaux pour réformer l'indexation, etc).

Ça sera aussi pour les directions syndicales l'occasion de faire la publicité d'un gouvernement « de gauche ». Comme si les politiciens du PS n'avaient pas appliqué toutes les mesures d'austérité exigées par le patronat lors de leurs nombreux passages au gouvernement !

Que cette manifestation puisse être un pas dans la direction d'un mouvement de défense du monde du travail, cela dépend en fait des travailleurs eux-mêmes. Pour se défendre, il n'y a pas d'autre voie que celle où les travailleurs s'emparent eux-mêmes de toutes les occasions de se mobiliser, y compris des manifestations syndicales aux objectifs limités. Qu'ils mobilisent eux-mêmes leurs collègues, amis, familles. Qu'ils affichent leurs propres mots d'ordre. Et qu'ils tissent des liens, entre entreprises, entre secteurs, qui leur permettront d'organiser les luttes futures, sans s'arrêter aux limites que veulent leur imposer les directions syndicales !

## Gouvernement Arizona : une déclaration de guerre contre tous les travailleurs

Après sept mois de négociations, le gouvernement «Arizona», composé de la N-VA, du MR, des Engagés, de Vooruit et du CD&V vient d'être mis en place. Le premier ministre, Bart De Wever, annonce la couleur « *Le voyage qui nous attend n'a rien d'une promenade de santé mais est plutôt de l'ordre d'un col hors catégorie* ». Oui, le gouverne-

ment Arizona est un gouvernement de guerre sociale contre tous les travailleurs. La prétention de défendre « *ceux qui bossent* » est mensongère et n'est là que pour justifier les attaques contre les pensions, les malades, les chômeurs, les immigrants, les allocataires sociaux, et donc, en augmentant la concurrence, contre les travailleurs ayant un emploi !

Pour préserver les profits des capitalistes malgré la crise, le gouvernement veut flexibiliser et précariser presque tous les emplois.

Les malades, les pensionnés, les chômeurs, les immigrants sont pointés comme responsables de la « situation budgétaire dramatique ». C'est en réalité un prétexte pour faire des dizaines de milliards d'euros d'économies sur leur dos chaque année.

Le gouvernement prépare aussi l'austérité dans les services utiles à la population comme à la SNCB (au moins 675 millions d'euros d'économie), dans l'enseignement, dans les soins de santé, ...

Ces sommes serviront à verser de généreux cadeaux supplémentaires au patronat, à financer l'armée et à rembourser la dette aux banques.

La mise en œuvre de ce programme par le gouvernement n'est pas une fatalité. Le monde du travail peut encore se mobiliser largement et engager la lutte pour contraindre le gouvernement et le patronat à y renoncer !

*Suite à la page suivante*



## Conditions de travail : retour vers le 19ème siècle

Depuis la campagne électorale, les partis de l'Arizona prétendent défendre ceux qui ont un emploi. En réalité, le gouvernement se prépare à détricoter les droits des travailleurs et à nous rejeter des dizaines d'années en arrière.

Ainsi le gouvernement veut lever tous les obstacles au travail de nuit ou du week-end et supprimer les primes et sur-salaires, à commencer par le secteur de la distribution, auxquels les travailleurs ont droit aujourd'hui !

La notion même d'horaires de travail serait évacuée. Les travailleurs devraient être appelables de manière « flexible » par l'employeur, selon son bon vouloir. A 6h un jour, à 10h le lendemain, sans vraiment de prévisibilité. Même le nombre d'heures travaillées par semaine pourrait changer avec « l'annualisation du temps de travail ». C'est-à-dire que le temps de travail serait calculé par année et non par semaine. A la guise des patrons, des semaines de 50 heures pourraient ainsi devenir monnaie courante. Comment organiser sa vie, s'occuper des enfants, se reposer quand on est ainsi à la disposition des patrons ?

Le gouvernement profite de la faiblesse des salaires pour tenter de généraliser les contrats précaires. Les flexi-jobs, ces contrats de misère que certains travailleurs ou pensionnés doivent prendre pour compléter leurs revenus, seront généralisés à tous les secteurs.

Même les enfants n'échappent pas à cette tendance ! Le gouvernement veut permettre que le travail étudiant

commence dès quinze ans pour 650 heures de travail par an.

Pour ceux qui obtiennent enfin un contrat après des années d'intérim, ce serait le retour de la « période d'essai ». C'est-à-dire qu'au cours des six premiers mois de contrat, le patron pourrait licencier, avec un préavis d'une semaine seulement.

Et pour faciliter les licenciements, le gouvernement prévoit de plafonner les préavis des nouveaux contrats à 52 semaines.

Ce n'est pas tout. Si l'indexation n'est pour l'instant pas supprimée, le patronat le planifie, et demande aux directions syndicales et au patronat de leur préparer une proposition !



## Chômage et CPAS : les boucs émissaires de la crise

Alors que les plans de licenciements et les restructurations s'accumulent, le gouvernement compte intensifier les mesures contre ceux qui ont perdu leur emploi. Les partis de gouvernement annonçaient créer "une différence de 500€ entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas"? Ce serait 500€ en moins, et pire, pour les chômeurs et les allocataires sociaux! Le but du gouvernement est bien de leur faire vivre un cauchemar

pour les forcer à accepter n'importe quel emploi mal payé, pour ensuite, par la concurrence entre travailleurs, faire pression à la baisse sur tous les salaires.

Le gouvernement prévoit de limiter l'assurance chômage à un an, et maximum deux ans, mais seulement après avoir travaillé cinq ans ! Cela s'accompagne en plus d'une dégressivité accélérée des allocations de chômage.

De ce fait, au moins 90.000 chômeurs risquent de se retrouver privés d'allocations. Une partie d'entre eux pourrait bénéficier du CPAS, mais ceux qui sont « *cohabitants* » seraient privés de toute allocation !

Mais les CPAS des communes pauvres sont déjà débordés ! Il est fréquent qu'une assistante sociale doive y gérer 200 dossiers. – ce qui est déjà infaisable ! Le gouvernement veut encore aggraver le manque de moyens en « responsabilisant financièrement » les CPAS qui ne remettent pas assez de personnes à l'emploi. Les CPAS des communes pauvres où le chômage est important perdraient encore davantage de subsides et se verraient plonger la tête sous l'eau.

Pour les allocataires du CPAS, le gouvernement généralise le flicage. D'abord, tous les bénéficiaires devraient s'engager dans un « PIIS » (« *projet individualisé d'intégration sociale* »). C'est-à-dire que le versement de l'allocation serait fonction des conditions que vous impose l'administration et pourrait être coupée si vous ne respectez pas le PIIS aux yeux du CPAS.

Ce n'est pas tout. Le gouvernement instille en permanence la suspicion de fraude contre les bénéficiaires du CPAS. Ainsi, l'Arizona prévoit de créer une base



de données avec tous les revenus et possessions des allocataires sociaux pour limiter encore les revenus qu'ils perçoivent.

Une telle base de données, c'est contre les familles milliardaires et les multinationales qu'il faudrait la mettre en place ! Ceux là, contrairement aux allocataires du CPAS, non seulement exploitent les travailleurs, mais contournent l'impôt, souvent frauduleusement, pour des montants qui se chiffrent en dizaine de milliards !

Cette coupe dans les allocations sociales serait aggravée par la réduction de « l'enveloppe bien-être » qui augmente légèrement les allocations et permet aujourd'hui à certains malades, chômeurs de ne pas complètement sombrer dans la misère.

Les contrôles seraient aussi renforcés contre ceux qui bénéficient d'une allocation chômage. En particulier contre les ouvriers des « secteurs en pénurie » : la construction, l'Horeca, le nettoyage, l'électricité, le transport de marchandises, l'agro-alimentaire, etc... pour les forcer à reprendre un emploi, sous le prétexte de lutter contre le travail au noir.

### Malades de longue durée : travailler de force ou être exclu

En Belgique, plus de 500.000 travailleurs sont des malades de longue durée. Très nombreux sont ceux qui ont été cassés par le travail... , souffrant de troubles musculo-squelettiques, de dépression, de burn-out. Et les projets de flexibilisation du travail aggraveraient la situation en rendant le travail encore plus dangereux.

Le gouvernement veut sur-

tout forcer des milliers de malades de longue durée à reprendre un emploi sous peine d'être exclu de toute aide sociale.

Cela commence dès la visite chez le médecin. Celui-ci ne délivrerait plus un « *certificat d'incapacité* » mais « un certificat d'aptitude » qui servirait à l'employeur à déterminer dans quelles fonctions vous pouvez encore travailler.

Tout au long d'une incapacité de travail, les sanctions tomberaient en permanence. Oublié de remplir un formulaire ? On vous coupe 10% de l'allocation. Vous ne vous présentez pas à un rendez-vous ? Suspension des indemnités. Et votre employeur pourra vous licencier au bout de six mois de maladie, au lieu de neuf aujourd'hui.

Même les médecins seraient suspectés de fraude. Le gouvernement prévoit de comparer le nombre de certificats par médecins dans chaque région, pour sanctionner ceux qui « *en octroieraient trop* ». Bien sûr, les employeurs sont invités à dénoncer les médecins « *suspects* » ...

### Pensions : travailler plus longtemps et gagner moins

Les précédents gouvernements avaient déjà reculé successivement l'âge de départ à la retraite. Le gouvernement Arizona prévoit de s'attaquer en particulier aux pensions des femmes et à celles des fonctionnaires. Mais plus largement, toutes les pensions seraient rabotées.

Tout d'abord, les accès à la pension minimum et à la pension anticipée seraient rendus bien plus difficiles car il faudrait désormais 156 jours de travail par

an pour y avoir accès. Cela implique que les nombreux travailleurs mais surtout les travailleuses qui travaillent à temps partiel en seraient largement exclues car elles n'atteindraient pas le minimum requis de jours de travail.

Pour ceux qui partiraient à la pension de façon anticipée, le gouvernement impose un malus de 2% par année anticipée qui deviendra 4% par année en 2030 et 5% en 2040. Selon ces plans, une retraite anticipée de quatre ans équivaldra à 20% de perte de revenus !

Le gouvernement s'attaque aussi aux veuves. Leur pension de survie – qui permet aux veuves et veufs de bénéficier d'une allocation de survie après la perte de leur conjoint – serait supprimée deux ans après la mort de leur conjoint ! Ainsi, les nombreuses femmes qui s'occupent de leur famille toute leur vie seraient plongées dans la misère deux ans après le décès de leur conjoint.

Les pensions des fonctionnaires serait aussi largement rabotées. D'une part, les départs à la pension seraient retardés mais elles seraient aussi plus faibles car elles seraient désormais calculées sur base de l'ensemble de la carrière au lieu des dix meilleures années aujourd'hui, où le salaire est plus élevé.

Quant aux militaires, aux conducteurs de train et aux accompagnateurs, le régime de pension qui leur permet de partir plus tôt à la pension sera aussi supprimé. Ainsi, pour le personnel roulant de la SNCB, l'âge de la pension augmenterait d'un an... tous les ans, jusqu'à 67 ans.

*Suite à la page suivante*



## Migrants : plus traqués pour être davantage exploités

Le gouvernement reprend les discours de l'extrême droite contre les migrants et se vante de faire « *la politique d'asile la plus dure dans le cadre des règles européennes* ». La vie des centaines de milliers de travailleurs étrangers, réfugiés ou sans-papier en Belgique serait rendue encore plus difficile.

Les migrants n'auraient plus accès à aucune aide sociale avant cinq ans sur le territoire et les places d'accueil seraient encore réduites. Même l'aide médicale d'urgence aux réfugiés serait restreinte, comme si les maladies ne se transmettent pas quels que soient nos papiers ! Pour cela, le gouvernement compte mettre sous pression les médecins et les pharmaciens.

Les expulsions de migrants seraient encore plus systématisées. Ainsi, les nombreux migrants qui sont passés par un autre pays européen avant d'arriver en Belgique seraient renvoyés dans ce pays pour y faire leur demande d'asile ou en être expulsés.

Pour expulser les réfugiés de Belgique ainsi que tous les déboutés du droit d'asile, le gouvernement prévoit d'ouvrir des centres spécialisés dans l'expulsion des migrants.

Plus généralement, le flicage des demandeurs d'asile sera généralisé. Les visites domiciliaires sont réinstaurées et la consultation de leur smartphone ou tablette sera systématisée durant leur procédure de demande d'asile.

Le gouvernement s'inspire aussi des régimes les plus répres-



sifs en Europe en prévoyant d'emprisonner des réfugiés condamnés en Belgique dans des pays comme le Kosovo où les conditions de détention sont souvent encore pires qu'en Belgique.

Le regroupement familial – à savoir la possibilité de faire venir sa famille quand on est établi en Belgique – est rendu encore plus difficile.

Mais cette politique ne changera pas les arrivées de réfugiés en Belgique. Car les politiques répressives, pas plus que les murs et les barbelés n'arrêtent les migrations humaines.

Mais surtout parce que le patronat a besoin des travailleurs immigrés. Ils travaillent dans les hôpitaux, les chantiers, les usines, le nettoyage, l'agriculture. Ils font tourner, avec les autres travailleurs, toute la société.

Le statut précaire auquel ils sont soumis fait qu'ils sont contraints de travailler pour des salaires bien plus faibles et dans des conditions bien pires, ce qui fait pression sur tous les salaires.

C'est bien cela en réalité l'objectif du gouvernement et du patronat, diviser les travailleurs pour les affaiblir tous ! Pour les travailleurs, les travailleurs immigrés sont des frères de lutte dans le combat contre les capitalistes !

## "Sécuritaire": durcissement de la répression

La répression ne s'abat pas que sur les migrants. Contre les oppositions qui se manifestent déjà contre les plans du gouvernement, ce dernier prévoit de durcir la répression. Notamment en réinstaurant « *l'interdiction de manifester* » qui avait été proposée puis retirée par le précédent gouvernement. Plus largement, toute la politique pénale se durcirait. Notamment les « comparutions immédiates » seraient renforcées. Cela permet une condamnation et un emprisonnement à la va-vite des suspects.

Le gouvernement prévoit aussi de mettre en place la reconnaissance faciale dans l'espace public.

Bref, le gouvernement s'inspire des régimes les plus autoritaires. Vu le nombre de condamnations que cette politique engendrerait, le gouvernement prévoit la construction de nouvelles places de prison, voire d'envoyer des détenus à l'étranger. Mais tous ces outils répressifs ne régleront pas les problèmes d'insécurité et d'augmentation de la violence. Au contraire, cet arsenal répressif servirait à réprimer les grèves et les mouvements de révolte de la classe ouvrière lorsqu'elle défendra ses intérêts.



## Armée: militarisation de toute la société

Le gouvernement Arizona prépare la militarisation de toute la société. L'austérité servira à alimenter le budget militaire qui passerait à 2% du PIB (au moins 11 milliards d'euros par an) d'ici 2029 et monterait jusqu'à 2,5% (au moins 13,75 milliards d'euros par an) en 2034.

Au-delà des dépenses fara-mineuses dans l'armement, c'est toute la société que le gouvernement veut entraîner dans la militarisation. La population est encouragée à rentrer dans l'armée de réserve et le gouvernement prévoit de créer un « service militaire volontaire » de douze mois pour les jeunes. Les options scolaires « défense » sont renforcées, de même que la présence de l'armée dans la vie sociale.

L'armée est évidemment aussi une manne pour les capitalistes. D'une part, le gouvernement veut vendre des entreprises publiques profitables ou des participations publiques (comme Belfius, Fortis, bpost, Proximus) aux capitalistes pour constituer un fond pour la Défense. D'autre part, tous ces achats militaires serviront à engraisser les capitalistes de l'armement en Belgique ou à l'étranger.

### Les travailleurs doivent défendre leurs intérêts eux-mêmes !

Le programme de gouvernement est une déclaration de guerre de la bourgeoisie à tous les travailleurs. Seule une réponse collective de la classe ouvrière permettra de s'opposer à ce programme anti-ouvrier mais aussi à toute la vague de licenciements en cours.

Les directions syndicales ne proposent pas de plan de lutte sérieux contre ce gouvernement. Au mieux, comme les partis de gauche, leur perspective se réduit à un retour aux urnes. Cela ne peut mener qu'à ce que la gauche impose elle-même l'austérité.

Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs doivent s'organiser. Pour s'opposer aux plans du gouvernement mais aussi s'attaquer au pouvoir des milliardaires qui mènent toute la société vers le chaos.

## Le PS et l'Arizona

Avec l'annonce du nouveau gouvernement et de son programme, les politiciens de gauche wallons sont montés au créneau pour jouer leur rôle d'oppositionnels en émoi. Mais qu'ont-ils réellement à proposer ?

En 2024, le PS au gouvernement soutenait la Loi Frontex qui renforçait la traque et le contrôle des travailleurs sans-papiers. Par la voix de sa ministre à la Défense, ce parti participait aussi à la propagande militaire et au réarmement justifiant déjà les coupes dans les budgets utiles à la population...

On pourrait citer de nombreux exemples, car le Parti socialiste ne cesse de se décrédibiliser depuis des dizaines d'années en participant aux mesures anti-ouvrières : privatisations de Belgacom, attaques sur les chômeurs par Di Rupo, économies dans l'enseignement sous Onkelinx, cadeaux aux capitalistes sous tous les gouvernements socialistes, etc.

Mais voilà que le président de ce parti, Paul Magnette, s'in-

surge des mesures d'austérité mises en place par l'Arizona... Il reproche au gouvernement de ne pas être « courageux » car il ne s'attaque pas aux banques et aux multinationales. Comme si le PS aurait été capable de le faire !

En prétendant que l'enjeu serait dans la lutte entre la droite et la gauche, les politiciens ne font que cacher volontairement le fond du problème : la classe capitaliste attaque de front tous les travailleurs et ceux-ci n'ont qu'un seul moyen de riposter : la lutte de classe.

Le PTB n'est pas en reste pour focaliser l'attention et la colère sur les politiciens. C'est presque uniquement le MR, les Engagés et la N-VA qu'il dénonce publiquement.

Mais ces partis de gauche, qu'ont-ils à proposer à part de nouvelles élections ? Que font-ils d'autre que prétendre pouvoir diriger mieux le capitalisme que ne le fera l'Arizona ?

Ce n'est pas avec un gouvernement de gauche que les travailleurs se défendront ! Un gouvernement de gauche ne veut, ni ne pourrait, arracher les profits de la poche des milliardaires, banquiers et actionnaires pour les utiliser dans l'intérêt collectif. N'en déplaise à leurs déclarations démagogiques.

Seule une lutte large et collective des travailleurs, rassemblant de nombreux secteurs et dépassant les limites imposées par les directions syndicales pourra construire un rapport de force capable de faire reculer le gouvernement Arizona en imposant aux capitalistes de mettre la main à la poche.



## Sur le rail, l'Arizona s'en prend à tous

Les cheminots font partie des professions dont les conditions de travail sont directement ciblées par le programme du gouvernement Arizona.

En plus des reculs sur le calcul du montant des pensions qui visent tous les travailleurs, en plus de la dégradation programmée des conditions d'emploi de tous les fonctionnaires (notamment avec la suppression du statut), le gouvernement entend spécialement s'attaquer à l'âge du départ à la retraite des cheminots pour le faire reculer jusqu'à 67 ans (le régime actuel prévoit 55 ans). Et puis, les cheminots travaillent aussi bien de nuit que le dimanche, les intentions du gouvernement en la matière risquent de finir par impacter leurs salaires à la baisse !

Par ailleurs, le gouvernement ne compte pas se limiter aux attaques sur les conditions de travail des cheminots. Le rail, en tant que service public, est tout autant dans le viseur. La libéralisation du rail est entamée depuis des années, tous les gouvernements successifs, y compris socialistes, y ont pris part. L'Arizona compte enfoncer un clou supplémentaire en préparant la suppression de HR-Rail, l'entreprise de gestion du personnel commune à Infrabel et à la SNCB, et en diminuant le budget de la SNCB de 675 millions.

Les usagers, quant à eux, doivent s'attendre à une dégradation de la qualité du transport ferroviaire. Dégrader la possibili-

té même d'un service de qualité, pour justifier au yeux de la population la privatisation, est une stratégie qu'ont employé les gouvernements dans de nombreux pays, au cours des vagues de privatisation successives.

En attendant, le gouvernement fédéral promet aux usagers l'intensification des contrôles des tickets et l'augmentation des sanctions.

## Témoignage d'une infirmière

Quand j'ai commencé à travailler comme infirmière il y a un an, j'étais bercée par les illusions que l'humain serait au cœur de mon métier et que je pourrais soigner les patients dignement.

## Conditions de travail insupportables

J'ai très vite été désillusionnée. Le travail dans les hôpitaux est insupportable. Le manque d'effectifs est pesant. Nous, les infirmières, sommes constamment amenées à réaliser des shifts supplémentaires quand la relève n'est pas assurée. Les semaines de 60h ne sont plus une exception.

Lorsqu'on ne trouve personne pour travailler sur un horaire manquant, on se doit d'effectuer le travail de deux personnes ! Alors qu'il est déjà impossible de réaliser tous les soins, qu'on doit prioriser et ne pas effectuer les soins jugés "non prioritaires", et ce au détriment des patients... et de notre santé physique et mentale !

La charge de travail est telle que durant nos shifts, on a très

rarement le temps de prendre une pause. Presque tous les jours, on effectue des shifts de 8h, voire 12h sans boire, sans manger et sans aller aux toilettes une seule fois !



## Les hôpitaux au chevet de l'industrie pharmaceutique

Ces conditions de travail sont le reflet d'un système qui se fiche bien de la santé des êtres humains mais qui ne fonctionne que par la logique de rentabilité. C'est très visible dans les hôpitaux. Les tâches administratives, consistant à facturer jusqu'au moindre pansement, tracer le moindre comprimé et facturer les actes nous prennent un temps de plus en plus conséquent. Au détriment du temps passé au chevet du patient ! Ces tâches inutiles, n'ont d'autre objectif que de faire payer les soins de santé et d'engraisser les comptes en banque des actionnaires des entreprises pharmaceutiques. Actionnaires qui, d'ailleurs, ne viendront jamais se faire soigner dans les hôpitaux publics !

Plusieurs fois par an, l'hôpital est contrôlé, mais non pas pour juger de la qualité des soins aux patients, mais pour nous mettre sous pression pour facturer correctement, et de ces éva-



luations vont dépendre nos financements !

## Le manque de moyens, même pour acheter des médicaments !

C'est scandaleux qu'en 2025, alors qu'on dispose de tous les moyens techniques pour soigner dignement les gens, on se retrouve à travailler dans ces conditions et que nos patients meurent du fait du manque d'effectifs, du fait des pénuries de médicaments liées non pas à des problèmes de production mais au fait que l'hôpital ne dispose pas d'assez de financement pour payer les entreprises pharmaceutiques, qui ne livrent en conséquence pas les médicaments. Par exemple, les antibiotiques de base nécessaires !

## Médecine de classe

Récemment, l'un de mes patients a fait une complication suite à une grippe. Son état était tel qu'il devait recevoir des soins urgents et qu'il aurait dû être transféré aux soins intensifs pour survivre. J'ai contacté le médecin de garde qui l'a ausculté durant deux minutes, n'a pas échangé un seul moment avec le patient, il a à peine regardé son dossier et lorsqu'il a vu que la situation sociale du patient était "instable" (il était SDF), il est venu annoncer à l'équipe infirmière que le patient était désormais en statut palliatif, que si son cœur s'arrêtait on ne devait pas le masser et qu'il ne recevrait pas de soins intensifs, puis il est reparti. Sans même discuter avec le patient, ni lui annoncer qu'il allait probablement mourir pour une pathologie qu'on sait soigner facilement. Parce qu'il était SDF,

il a tout simplement décrété qu'il ne méritait pas de vivre ! Mon patient est donc décédé.

En comparaison, une patiente très riche présentait de nombreux antécédents et une pathologie incurable. Lorsqu'elle a fait un arrêt cardiaque, le médecin sur place nous a demandé de continuer de la masser durant une heure et d'effectuer tout ce qui était possible avant de déclarer qu'elle était décédée.

Ces situations sont monnaie courante dans les hôpitaux publics, et je n'ose pas imaginer la situation dans les hôpitaux privés. Le mépris de classe y est répugnant et me révolte ! Ils laissent crever les pauvres sous prétexte qu'ils le sont !

## Mobilisation dans les écoles

La préparation de la grève des 27 et 28 janvier dans l'enseignement a été l'occasion de nombreuses assemblées dans les écoles. Ces assemblées ont permis de discuter de la situation et de chercher des arguments pour convaincre les collègues de se joindre au mouvement.



## Echos de salles des profs

Beaucoup d'inquiétude exprimée par rapport à ce que vont devenir les élèves : une prof s'indigne du fait que les élèves majeurs vont être mis dehors : « ça va les pénaliser à vie, pour une année d'échec, ce qui peut arri-

ver à tout le monde ». Une autre renchérit : « *le gouvernement va faire des économies énormes en ne versant plus les allocations familiales (aux parents dont les enfants auront justement été mis dehors)* ». Et aussi « *Que vont devenir les élèves s'ils n'ont plus accès à la 7ème ? Pour leur métier ? Leur droit au chômage ? Leurs papiers ?* ».

Nombreuses discussions sur la précarité dans laquelle vivent les élèves. Des professeurs témoignent que cette année est encore pire : les élèves leur racontent l'impossibilité d'acheter le matériel de travail dont ils ont besoin (en particulier dans les sections techniques et professionnelles) ; quand on n'est pas confronté carrément aux élèves qui ont faim et sont incapables de suivre les cours l'après-midi.

Une prof, en grande colère contre le fait qu'on veut ramener les ouvriers en arrière : « *Moi, quand j'ai commencé comme prof, je gagnais plus que ma mère qui était caissière au Delhaize depuis vingt ans, voilà, le gouvernement ne veut plus laisser les enfants d'ouvriers s'en sortir, ils veulent les laisser rester exploités un max* ». « *Je suis contre l'alternance, moi à l'école, j'ai appris plein de choses dans les cours généraux, j'adore l'histoire, là, ils veulent supprimer les cours qui nous donnent de la culture, ils veulent qu'on revienne à l'ignorance pour que les jeunes ne soient que des exécutants* ».

En discutant de quelles revendications formuler, on dit que la suppression de la nomination est une forme de précarisation comme le connaissent les autres salariés, « *faisons une pancarte contre l'uberisation des enseignants* » !



Repris par une autre qui rappelle que les stagiaires (les dernières années des études d'enseignants) vont venir travailler gratuitement pendant un an.

Des délégués syndicaux qui proposent des slogans « *contre le MR et les Engagés* » se voient rappeler que la ministre PS menait une politique d'économies aussi ; et qu'en fait, cette réforme ne date pas de ce gouvernement : « *en fait, avec le pacte d'excellence et l'obligation du tronc commun, le gouvernement précédent avait déjà commencé à organiser les économies et les suppressions de postes* ».

Des délégués syndicaux qui proposent qu'on vienne à la manifestation et au piquet habillés en noir, avec des cercueils se voient opposer des refus : « *ah non, moi, je ne suis pas enterrée, je suis en colère, on doit montrer ça, qu'on ne se laisse pas faire... on doit aussi montrer ça à nos élèves* ».

De la déception aussi que les journées de grève soient éparses : certains regrettent de ne pas avoir été à la manifestation du 13 « *avec les professeurs flamands* », d'autres, « *Pourquoi pas faire grève plus longtemps ? Et pourquoi pas avec d'autres catégories ? Comme Audi et Lunch Garden* ».

### N'en parlez pas...

Dans certaines écoles, les directions ont commencé à informer le personnel des fermetures de sections qui auront lieu l'année scolaire prochaine ainsi que des pertes d'emplois et pertes d'heures prévues suite aux différentes réformes à venir.

Ces séances d'informations ont été accompagnées à chaque

fois de consignes de la direction interdisant aux enseignants d'en informer les élèves. Selon les écoles, les directions font pression pour empêcher les professeurs de répondre aux questions de leurs élèves, invoquant tour à tour leur devoir de réserve, l'obligation de neutralité, ou encore le risque de désinformation.

Ces déclarations sont ridicules – jusqu'à présent les écoles sont encore censées développer la curiosité et l'esprit critique des élèves, mais elles ont le mérite de montrer que le ministère craint que la mobilisation des enseignants s'étende aux élèves, ce qui est à souhaiter !

Dans une autre école, la direction fait une intervention pour dire qu'elle allait faire des rapports sur les malades, car « c'est à cause des absents si l'école va mal » ! En plein pic d'épidémie de grippe, il y a de quoi en rire !

### Apprenez les langues !

#### Oui, mais pas à l'école publique !

A Bruxelles, la promotion sociale organise 230 modules de langues qui devraient passer à 170 l'année prochaine ! L'enveloppe budgétaire prévue pour 2024 a été dépassée et, en l'absence de gouvernement bruxellois, le budget n'est toujours pas indexé... et les économies pas encore annoncées.

Ainsi à partir de la rentrée prochaine, de nombreux cours de langues seront supprimés en promotion sociale, tandis qu'il est prévu que le nombre d'heures de cours de langues soit diminué dans l'enseignement secondaire... Voilà comment les ministres luttent contre la pénurie de professeurs de langues !

## Facteurs en grève

Cela fait des années que les réorganisations s'enchaînent chez bpost, avec chaque fois le rallongement des tournées. La dernière réorganisation a été celle de trop au centre de tri de Froyennes, près de Tournai. Sept tournées y sont supprimées, avec des augmentations de 400 à 800 boîtes aux lettres pour certaines, ce qui représente deux à trois heures de travail... Autant d'heures supplémentaires qui ne seront pas payées !

Face au refus de la direction de céder quoi que ce soit, les grévistes ont maintenu leur mouvement pendant deux semaines, et ont entraîné avec eux d'autres collègues ! Les autres centres de tris sont confrontés à la même augmentation de la charge de travail, et ce sont ainsi les centres de Mouscron, Comines, Mons, Tournai, Péruwelz, Visé, Liège, Namur, Braine-l'Alleud, Nivelles qui sont entrés en grève.

Si la grève ne s'est pour l'instant pas étendue à Bruxelles ou en Flandre, c'est parce que la restructuration y est prévue plus tard. La direction de bpost fait en sorte de ne pas affronter tous ses travailleurs en même temps. Mais la restructuration aura les mêmes conséquences partout ! Pour renforcer leur mouvement, les grévistes ont tout à gagner à s'adresser physiquement aux dépôts qui ne sont pas encore en grève, y compris de l'autre côté de la frontière linguistique.

Avec les annonces du gouvernement, ce sont en fait des millions de travailleurs qui ont de très bonnes raisons d'être mécontents. De là à suivre un mouvement de grève si les facteurs venaient les voir ? Pourquoi pas !



## Audi : un accord derrière le dos des travailleurs

Lundi 27 janvier, les permanents et délégués syndicaux d'Audi ont signé le plan des indemnités extra-légales proposé par la direction pour les 2.700 travailleurs sous contrat Audi. Les travailleurs n'ont même pas été consultés par leurs soi-disant représentants. Et les travailleurs en sous-traitance sont laissés seuls devant les patrons de ces entreprises.

Pour les travailleurs d'Audi, les montants additionnés aux indemnités légales sont grosso modo similaires aux montants payés lors de la restructuration en 2007, tenant compte d'une inflation cumulée d'environ 75%.

Mais cela ne fait pas de ce plan un plan « généreux », comme le prétend la direction, ni un plan « acceptable », voire « bien négocié » comme le prétendent les directions syndicales.

En 2007, les travailleurs avaient droit au chômage immédiatement. Aujourd'hui, ils doivent d'abord « manger leur indemnité légale ». Alors trois mois de préavis et peut-être 18.000 euros net (qui resteront de 35.000 euros brut), ça ne fait pas un matelas bien épais. Cela le fait d'autant moins que les licenciements pleuvent partout et que pour trouver un nouveau travail, il ne suffit pas de « traverser la rue »... D'autant moins que le futur gouvernement se prépare à limiter les allocations de chômage à deux ans.

A peu près 18.000 euros net, c'est ce qu'auront les travailleurs avec une ancienneté de 5 ans et moins. Avec 10 ans d'ancienneté, ce seront 28.000 euros net (55.000 euros brut). C'est très loin du prix d'une seule Q8, la voiture que produisaient les ou-

vriers à Forest et dont le prix de base est de 95.000 euros !

Et déjà en 2007, les primes qualifiées alors d'« historiques » par le délégué principal (qui a poursuivi sa carrière dans le département RH d'Audi), n'étaient pas un cadeau : le plan était accompagné d'une intensification de l'exploitation importante, notamment 4 heures hebdomadaires données au patron avec le passage de 35 heures à 39 heures par semaine à salaire inchangé. Il y a eu la généralisation de l'intérim avec des CDI après 12 mois, puis 18 mois, puis 36 mois et une intensification des cadences difficilement chiffrable, mais qui use les tendons, les vertèbres et le mental des travailleurs, bien avant d'avoir atteint 5 ou 10 ans d'ancienneté !

2007, c'était aussi la création d'Autovision, une filiale à 100% dans les mains du groupe, mais où les salaires étaient 30% plus bas que chez Audi. Cette société implantée sur le site et chargée de la logistique et d'autres tâches auparavant accomplies par des travailleurs sous contrat VW, a depuis lors été remplacée par toute une succession d'autres sociétés sous-traitantes dont aujourd'hui DP World (Imperial), Rhenus, Molsolf, Plastic Omnium, et Sese Van Eupen. Et à chaque changement de contrat, l'exploitation a été intensifiée.

Aujourd'hui, pour environ 1.000 travailleurs de ces sociétés, la procédure Renault n'est pas encore terminée, mais les montants mis sur la table par les diverses directions, sont de véritables insultes : 1.500 euros de « prime d'adieu » chez les uns,

550 euros (brut !) par année d'ancienneté chez l'autre. Des dizaines de travailleurs restent mobilisés, car en plus de la question d'argent, c'est aussi une question de dignité !

La crainte de la direction était que les travailleurs trouvent le chemin pour se défendre ensemble. Alors elle a toujours joué sur la division – entre CDI, intérimaires, sous-traitants, entre travailleurs jeunes et anciens...

La crainte des actionnaires, des patrons et des ministres était aussi que la mobilisation et les actions des travailleurs de cette grande entreprise fassent tâche d'huile et mettent à l'ordre du jour la défense collective contre les licenciements pour les travailleurs de tous les secteurs.

Les dirigeants d'Audi ont pu compter sur les dirigeants syndicaux, pour étouffer toutes les initiatives allant dans le sens de l'organisation et de l'amplification de la lutte. De même que les patrons, les dirigeants syndicaux craignent que les travailleurs gagnent en confiance dans leur force collective.

Après tant d'années de reculs, la démoralisation parmi les travailleurs est telle que les tentatives de quelques dizaines de travailleurs n'étaient pas suffisantes pour passer par-dessus les limites syndicales.

C'est cela qui doit changer ! L'exploitation va s'aggraver. Les patrons ne feront aucun cadeau. Il faut que les travailleurs se préparent à défendre leur emploi, leur salaire, leurs conditions de travail. Et ce sont les patrons eux-mêmes, avec leur course au profit, qui déclencheront une large mobilisation des travailleurs.



### Grève chez AB Inbev à Hoegaarden

Mardi 4 février, 150 travailleurs (sur 215) de l'usine AB Inbev à Hoegaarden se sont spontanément mis en grève à la suite du licenciement de leur collègue, secrétaire de direction. Celle-ci était particulièrement appréciée de tout le personnel et son licenciement après 35 ans de service et à quelques mois de la retraite au motif « *du manque de budget* » a révolté les travailleurs.

Sous prétexte que la direction refusait de négocier, les responsables syndicaux ont appelé à la reprise.

Mais si on veut réellement s'opposer aux licenciements, il faut pourtant se préparer à s'opposer au patronat, peu importe ses intentions de négocier ou pas...

### Licenciement chez Agfa-Gevaert à Mortsels

L'entreprise d'imagerie Agfa-Gevaert va supprimer 470 emplois sur son site de Mortsels, soit un quart du personnel. Parmi eux, beaucoup d'ouvriers qui y ont passé une bonne partie de leur vie.

Les licenciements ne viennent pas du manque de moyens, Agfa-Gevaert a réalisé en 2020 un profit de 621 millions d'euros. Mais les actionnaires d'Agfa-Gevaert, comme le fond d'investissement Active Ownership Capital, ne cherchent qu'à augmenter l'exploitation en licenciant et en augmentant les cadences.

### Manifestation du 5 février : sauver l'acier ?

3.000 syndicalistes de la métallurgie ont manifesté mercredi 5 février à Bruxelles en demandant aux gouvernements européens : « *savez notre acier* ».

Mais « *savez notre acier* », c'est sauver l'acier des capitalistes, avec des milliards de subides aux capitalistes de l'acier, payés avec les impôts des travailleurs !

Mais cela fait cinquante ans que les Etats européens déversent des milliards de subides aux capitalistes de l'acier : à la Société Générale, Albert Frère, Arcelor, Mittal, etc. Cela n'a jamais arrêté les licenciements. Car les capitalistes empochent les subides et n'investissent que s'ils pensent pouvoir générer un profit suffisant.

## La violence de l'Etat contre les sans-papiers

### Sabine enfin libre et régularisée

Sabine Amiyeme était privée de liberté depuis le 2 octobre 2024. Détenue dans le centre fermé de Holsbeek, elle risquait une expulsion forcée vers son pays d'origine, le Cameroun.

Comme d'autres jeunes camerounaises, pour fuir le Cameroun et trouver un moyen de gagner sa vie, Sabine est passée par les services d'une agence légale, ayant pignon sur rue, qui recrute du personnel domestique pour des familles liba-

naises. Arrivée au Liban, comme souvent, la famille lui confisque son passeport et la place dans une situation de semi-esclavage : pas d'horaire de travail, une disponibilité absolue, des salaires mystérieusement réduits en raison de prétendues dettes. Il a fallu deux ans pour que Sabine trouve le moyen de s'échapper. Elle a dû parcourir la Turquie et la Grèce pour finalement arriver en Belgique en 2011.

A force de travailler douze à treize heures par jour comme coiffeuse dans le quartier de Matonge à Ixelles, elle finit par pouvoir ouvrir son propre salon de

coiffure à Liège. Elle engage deux employées. Elle ouvre un restaurant. Elle a un numéro d'entreprise et paie ses cotisations à





l'ONSS. A plusieurs reprises, elle effectue une demande de régularisation de sa situation auprès de l'Office des étrangers. C'est un refus à chaque fois. L'administration prend à peine le temps d'argumenter.

Le mercredi 2 octobre 2024, cette vie patiemment reconstruite a basculé. La police est venue chercher Sabine et l'a emmenée au centre fermé de Holsbeek, près de Louvain, où sont enfermées des femmes « *sans papiers* » dans l'attente d'une expulsion. Le 15 octobre, elle est emmenée menottée à l'aéroport pour une première tentative d'expulsion forcée. Sabine résiste et on la ramène vers le centre fermé de Holsbeek. Pour la faire craquer et l'amener à donner son accord pour une « expulsion volontaire », son accès à internet et au téléphone est réduit davantage, afin de rendre plus difficile le contact vers l'extérieur où une campagne de solidarité est en train de se mettre en place.

Sabine était connue. Le documentaire « *Chez Jolie Coiffure* », diffusé en 2018, montrait sa vie et celle d'autres femmes dans un salon de coiffure à Ixelles. Ses amis organisent des projections du film pour mettre en lumière l'absurdité de sa situation et collecter des fonds pour sa défense.

Les collectifs liégeois luttant pour les droits des sans papiers mobilisent de leur côté. Une pétition recueille plus de 6.000 signatures.

Plusieurs manifestations sont organisées devant les tribunaux où comparait Sabine. Différentes procédures judiciaires sont engagées. Sabine introduit un dossier pour obtenir le statut de réfugiée. Par ailleurs, elle de-

mande sa libération du centre fermé.

Le 24 décembre, la chambre du conseil de Liège ordonne à l'Office des étrangers de libérer Sabine. L'Office des étrangers fait immédiatement appel et, le 8 janvier, la chambre des mises en accusation décide de prolonger la détention de Sabine qui entame son quatrième mois de privation de liberté.

Grâce à la mobilisation de quatre mois qui commence à intéresser les médias, l'office finit par lui accorder le statut de réfugiée le 27 janvier 2025. Sabine va pouvoir enfin continuer sa vie en Belgique mais cette fois-ci légalement.

## Sans-papiers dans les écoles...

### Du côté du personnel

Le 21 janvier, on apprenait que Divine Nsunda venait enfin d'être régularisée après dix ans d'attente.

Divine est accueillante extra scolaire à la petite école de Gentinnes depuis 8 ans. Fin janvier 2023, ses collègues et son directeur s'étaient inquiétés de ne pas la voir arriver à l'école pour prendre son service. Ils avaient mis deux jours à réussir à avoir de ses nouvelles. Elle avait été arrêtée et mise en centre fermé. Après la mobilisation de l'école, des élèves, de leurs parents, ainsi que d'autres écoles, Divine avait pu être libérée mais restait depuis dans l'incertitude quant à son avenir en Belgique.

Les mobilisations pour Sabine et Divine ont permis de faire connaître leur cas et d'obtenir leur régularisation, mais combien de cas passent inaperçus ?

Alors qu'il manque cruellement de personnel dans les écoles, de nombreux enseignants n'ont qu'un permis de séjour provisoire, les faisant vivre dans l'anxiété d'un non renouvellement de leur titre de séjour, et conséquemment de la perte de leur emploi alors qu'on a tant besoin d'eux !

Les ministres qui prétendent lutter contre la pénurie d'enseignants se gardent bien de faire en sorte qu'ils soient régularisés ! Tout comme cela avait été le cas durant la pandémie de Covid, quand des infirmières et médecins sans-papiers avaient demandé leur régularisation afin d'aider dans les hôpitaux, ce qui leur avait été refusé !

Ce refus de régulariser les travailleurs, y compris ceux exerçant des métiers en pénurie, est le résultat d'une politique qui vise à précariser l'ensemble des travailleurs.

### Et des élèves...

De plus en plus d'élèves se retrouvent dans une situation de précarité liée à leur situation administrative (en plus du reste).

Les enfants ont le droit d'aller à l'école en Belgique, quel que soit leur permis de séjour ou leur absence de permis de séjour, au nom des Droits de l'enfant. Cependant les nombreuses démarches afin d'obtenir une régularisation, la crainte d'être expulsé, l'absence de perspective de pouvoir rester sur le territoire une fois leur diplôme obtenu sont autant de tracas qui nuisent à leur vie et à leurs études.

Que dire à des jeunes qui obtiennent leur CESS et qui voudraient poursuivre leurs études, mais qui, étant sans papier, ne le peuvent pas et se retrouvent ré-



duits à être des travailleurs sans papiers ou à devoir retourner dans un pays où ils n'ont plus d'attache ?!

Que dire à des jeunes, ayant obtenus des aides quand ils étaient mineurs, mais qui une fois majeurs perdent tous leurs droits ?!

Que dire à des jeunes, comme les élèves syriens en décembre passé, qui déclarent que ça ne sert à rien d'étudier pour les examens, puisqu'ils risquent

d'être expulsés suite au changement de régime en Syrie ?!

Que dire quand un élève est manquant en classe ? qu'il a disparu sans laisser de trace ? parti pour un pays où règne la guerre ?

Face à tous ces drames individuels, il faut opposer la solidarité des travailleurs et les luttes collectives ! Les travailleurs avec ou sans papiers, font tourner toute la société, unis ils sont une force considérable !



## International

### Guerre au Congo

La guerre continue de faire rage au Nord-Kivu, la région Est du Congo. Le groupe rebelle M23, encadré par près de 4.000 soldats rwandais, a pris plusieurs villes de la région, dont Goma, une ville de plusieurs centaines de milliers d'habitants, et un carrefour essentiel du commerce des minerais qui abondent dans la région. Et les combats ne sont pas près de se terminer car le porte-parole de l'alliance Fleuve Congo, dont fait partie le M23, a déclaré qu'il avait l'intention de «libérer tout le Congo».

Les combats sont catastrophiques pour les populations, ils causent à chaque fois des milliers de morts et des centaines de milliers de réfugiés. Pendant l'assaut, les détenus de la prison de Goma, dont beaucoup faisaient partie des groupes armés qui pullulent dans la région, ont mis le feu à la prison pour tenter de s'échapper. L'ONU affirme qu'à cette occasion plus d'une centaine de femmes auraient été violées puis brûlées vives dans les flammes...

Cette barbarie est le résultat

de la déstabilisation de la région depuis des décennies par les multinationales capitalistes comme Apple, Motorola, Samsung, Thalès ou Dassault, qui n'hésitent pas à soutenir directement ou indirectement les groupes armés capables de leur livrer coltan, cobalt et autres minerais présents massivement au Kivu. Les groupes terrorisent la population en multipliant viols et massacres, et mettent au travail forcé adultes comme enfants, dans des trous creusés au marteau et au burin.

L'Union européenne a directement soutenu l'armée rwandaise en lui octroyant plusieurs aides de vingt millions d'euros, sous prétexte de son rôle de stabilisation au Mozambique, en sachant très bien que cela allait aider l'armée rwandaise à prendre le contrôle des régions minières du Kivu.

De l'autre côté Tshisekedi, le président congolais, a cherché à compenser la faiblesse de son armée en recrutant des groupes armés qui se battaient contre le M23, mais sans les payer. Ce qui revenait, en fait, à autoriser ces groupes à se servir sur la popula-

tion, augmentant le nombre de pillages et l'insécurité.

Les États congolais et rwandais ne sont que des vaisseaux des capitalistes occidentaux, et n'ont aucune intention de défendre leurs populations. L'horreur que connaissent les populations congolaises depuis des dizaines d'années ne prendra fin qu'avec le renversement du capitalisme !



**Suivez nous  
sur les réseaux:**

**Lutte Ouvrière Belgique**

Email: [contact@lutteouvriere.be](mailto:contact@lutteouvriere.be)

Tel: 0470-18.82.39

Internet: [www.lutte-ouvriere.be](http://www.lutte-ouvriere.be)